

# L'exécutif à l'orée d'une semaine cruciale

Après le renforcement des mesures sanitaires, certains scientifiques estiment un reconfinement indispensable

Son choix, aux allures de pari politique, sera-t-il mis à son crédit? Ou se verra-t-il reprocher d'avoir perdu du temps face à l'épidémie? Après avoir décidé de ne pas reconfiner le pays, Emmanuel Macron se retrouve sous la pression d'une partie des scientifiques, qui jugent les nouvelles mesures de restriction insuffisantes pour freiner l'épidémie de Covid-19 et la propagation des variants du SARS-CoV-2.

Malgré les appels à un nouveau durcissement du dispositif, l'exécutif préfère temporiser. «L'idée, c'est de gagner du temps, de limiter la casse», a expliqué le ministre de la santé, Olivier Véran, au *Journal du dimanche*, le 31 janvier, deux jours après l'annonce surprise du premier ministre Jean Castex. «Le moindre jour de confinement qu'on peut éviter aux Français, il faut qu'on le prenne», a renchéri le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, sur BFM-TV.

Attacés des multiples effets secondaires d'un confinement, le gouvernement a jugé que l'évolution de l'épidémie permettait à ce stade de l'éviter. M. Véran a fait état d'«une légère décélération» des contaminations et une circulation des variants «moins intense qu'à l'étranger», qui laisse encore un peu de temps pour «observer, durant quelques jours, ce qu'il va se passer».

Un simple répit? «Tout laisse à penser qu'une nouvelle vague pourrait se profiler à cause du variant nu» mais «peut-être pourrions-nous l'éviter», espère-t-il, assurant que l'exécutif se tient prêt à appuyer sur la touche confinement si une flambée de cas se produisait. «Nous n'avons jamais dit que nous ne reconfinions pas à des reprises, nous n'avons jamais dit que nous ne reconfinions pas à des reprises», assure M. Véran.

## «Les chiffres décisifs»

Mercredi 3 février, un conseil de défense sanitaire est de nouveau prévu à l'Élysée, sans décision arrêtée avant l'heure. «Ce sont les chiffres de l'épidémie, que l'on surveille au jour le jour, qui vont être décisifs», souligne un proche du chef de l'État, en estimant que «la pièce peut encore tomber du bon côté».

En attendant, M. Macron «veut jouer sur tous les paramètres».

**«Le gain social pour notre société d'un non-reconfinement surpasse-t-il le prix sanitaire?»**

DJILLALI ANNANE  
chef du service de réanimation à l'hôpital de Garches (Hauts-de-Seine)

«Il y a un chemin qui permet de tenir, sans le confinement. Cela passe par les vaccins, les traitements, le respect des gestes barrières, un renforcement du traçage et de l'isolement, du télétravail, des contrôles de police...», explique son entourage.

Le chef de l'État tiendra plusieurs réunions dans la semaine, à l'Élysée: une sur la stratégie vaccinale, lundi 1<sup>er</sup> février, en présence de ministres et de chercheurs; une autre le lendemain, consacrée aux traitements; avant une entrevue mardi ou mercredi avec les acteurs de l'industrie pharmaceutique française, afin de déterminer comment produire plus de vaccins. «Le président met le système sous tension», souligne un proche.

La situation épidémique est actuellement difficile à interpréter. Parmi tous les indicateurs disponibles, Olivier Véran a choisi celui de la trace du virus dans les eaux usées, signe indirect qui permet d'observer la progression de l'épidémie avec plusieurs jours d'avance sur le taux d'incidence – calculé, lui, sur la base des résultats des tests virologiques.

D'après les dernières données du réseau Obépine (Observatoire épidémiologique dans les eaux usées), «on voit en Ile-de-France une diminution de la circulation du virus et on pourrait vivre avec si la situation ne changeait pas», admet Vincent Maréchal, professeur de virologie à la Sorbonne et un des initiateurs du réseau.

«Mais on sait que cette situation va évoluer avec l'arrivée des variants et on reste malgré tout à un niveau de circulation global très élevé», nuance-t-il. Par ailleurs, les données ne sont pas les mêmes sur tous les territoires, comme à Nice et à Marseille, où la présence du nouveau coro-



Olivier Véran, le ministre de la santé, en visite à l'hôpital de Mercy, près de Metz, le 14 janvier. JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN/JFF

navirus continue de croître. «Plus on attend, plus on s'expose à des mesures difficiles», prévient M. Maréchal.

C'est pourquoi «il faudrait réfléchir à des mesures et à des confinements territorialisés, en raisonnant en termes d'incidence et de tension hospitalière», argumente Mahmoud Zureik, professeur d'épidémiologie et de santé publique à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Car un reconfinement strict comme celui du printemps 2020 n'est qu'une déclinaison possible de cette mesure. Et le moment n'est peut-être pas le bon.

## Hausse des hospitalisations

«Si on fait le choix d'un confinement fort et généralisé, il faut pouvoir anticiper un nombre suffisant de personnes âgées ou fragiles vaccinées au moment du déconfinement pour éviter un stop and go permanent», souligne l'épidémiologiste. Or, on sait qu'en février-mars le nombre de person-

nes vaccinées serait probablement insuffisant.»

Reste la pression toujours forte sur le système hospitalier, indicateur-clé de l'évolution de l'épidémie. Le dernier bulletin épidémiologique de l'agence de sécurité sanitaire Santé publique France, daté du 28 janvier, fait état d'une hausse importante des hospitalisations et des admissions en service de réanimation.

«Je crains que nous soyons dans un biais cognitif bien connu de la crise, celui de refuser d'envisager le scénario le plus sévère», glisse Bruno Riou, directeur médical de crise à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Je pense que nous allons devoir très vite entamer des déprogrammations [de patients qui ne relèvent pas du Covid-19]. Le professeur, qui avait tiré la sonnette d'alarme mardi 26 janvier, en appelant à des «mesures nouvelles plus drastiques», reste sur sa ligne: «Le confinement est inéluctable, je suis intimement persuadé que

**«Je crains que nous soyons dans un biais cognitif bien connu de la crise: refuser le scénario le plus sévère»**

BRUNO RIOU  
directeur médical de crise à l'AP-HP

l'épidémie n'est pas contrôlée. Je ne vois aucune raison de penser qu'on serait en capacité de contenir la progression du variant britannique.»

Pour le chef du service de réanimation à l'hôpital de Garches (Hauts-de-Seine), Djillali Annane, qui lui aussi juge depuis plusieurs semaines des mesures plus restrictives justifiées, la question est de savoir si le «gain social pour notre société d'un non-reconfinement

surpasse le prix sanitaire, parce qu'il y aura un prix à payer». Il n'y a en tout cas «aucune raison que les mesures prises [vendredi] infléchissent significativement la courbe de contaminations, et des décès», selon lui.

D'autres discours se font plus prudents dans le monde médical. Pour François-René Pruvot, à la tête de la conférence des présidents de commissions médicales d'établissements de CHU, «il y a des raisons de reconfiner, étant donné la situation épidémique, mais on peut estimer que tous les critères ne sont pas réunis». Le médecin considère que cette mesure s'imposera si les admissions poursuivent leur augmentation en réanimation, et que le variant dépasse les 50%. «Le poids psychologique, social et sociétal de la crise est plus élevé qu'en première ou deuxième vague, ajoute-t-il. En tenir compte me paraît justifié.»

ALEXANDRE LEMARIÉ,  
DELPHINE ROUCAUTE  
ET CAMILLE STROMBONI

## CONFINEMENT : UNE SEMAINE CRUCIALE

### ÉDITORIAL **M**

L'effet de surprise passé, on mesure mieux ce qui a poussé le premier ministre, Jean Castex, à ne pas annoncer, vendredi 29 janvier, au terme d'un conseil de défense sanitaire, le reconfinement auquel tout le monde s'attendait. Il s'agit de « *gagner du temps* », de « *limiter la casse* », ainsi que l'a expliqué au JDD Olivier Véran, le ministre de la santé, le 31 janvier.

Invoquant les dernières données qui montrent une légère décélération des contaminations et une circulation du variant anglais moins intense qu'à l'étranger, le gouvernement tente de repousser au maximum la solution la plus radicale, consistant à mettre le pays de nouveau à l'arrêt. Il n'est cependant pas en mesure d'exclure ce scénario. Sur injonction présidentielle, il se laisse simplement « *une chance* » de pouvoir y échapper. Il le fait au prix d'une nou-

velle adaptation de la stratégie sanitaire : la visibilité n'est plus à dix jours mais à vingt-quatre heures. A tout moment, le gouvernement se réserve la possibilité de déclencher l'artillerie lourde, tant le risque est grand de voir l'épidémie échapper brutalement à tout contrôle, comme cela s'est produit dans plusieurs pays européens.

Dans la gestion de la crise épidémique, la prise de risque était jusqu'à présent proscrire : tout était fait en amont pour éviter la saturation des services d'urgence. C'est d'ailleurs pour éviter ce scénario noir qu'une grande partie du corps médical jugeait ces derniers jours inévitable et imminent un strict reconfinement.

#### La stratégie du fil du rasoir

En s'affranchissant des injonctions médicales, en optant pour la stratégie du fil du rasoir, Emmanuel Macron s'expose à deux dangers : à court terme, il n'atténue pas l'inquiétude des Français qui cherchent, en vain, de la visibilité. A moyen terme, il sera tenu pour responsable d'une aggravation de la situation si, par malheur, l'épidémie devait brusquement s'emballer au point d'imposer une potion d'autant plus amère qu'elle a été tardive.

On comprend donc que les adversaires du chef de l'Etat dénoncent « le fait du prince », en pointant la verticalité de la V<sup>e</sup> République. La réalité est plus nuancée. Le premier

ministre a, ces derniers jours, consulté les représentants des groupes politiques et les partenaires sociaux. Personne n'était prêt à assumer un reconfinement immédiat, compte tenu des dégâts psychologiques, économiques et sociaux qu'ont entraînés les précédents épisodes.

Dans les enquêtes d'opinion, une majorité de Français en approuve encore l'idée, mais une autre rejette les mesures les plus contraignantes, comme la fermeture des écoles ou celle des commerces non alimentaires. En un an, l'acceptabilité des mesures de privation de liberté a fortement chuté, faisant craindre des mouvements de désobéissance civile ou des accès de révolte. Tous ces arguments ont été soigneusement pesés lors du conseil de défense sanitaire.

La semaine qui s'ouvre s'annonce donc cruciale. Si l'épidémie ne flambe pas ces prochains jours, une petite chance existe d'éviter un reconfinement dur : les vacances d'hiver qui démarrent le 6 février en zone A et se terminent le 1<sup>er</sup> mars en zone C contribueront ensuite à limiter les brassages, notamment dans les écoles. Tel est le pari de l'exécutif. A l'examen, il ne paraît pas si fou. Il aurait en revanche mérité d'être mieux explicité, car le citoyen a plus que jamais son mot à dire : une grande partie du combat se joue au quotidien dans le respect des gestes barrières. Il n'est jamais trop tard pour le rappeler. ■